



Fill the Nutrient Gap en Tunisie

Résumé Exécutif



Introduction

Le gouvernement de Tunisie, avec l'assistance technique du PAM, a entrepris en 2021-2022 une analyse FNG afin de mobiliser les parties prenantes multisectorielles pour établir un consensus sur la manière d'améliorer la disponibilité et l'accessibilité financière de l'alimentation nutritive, afin de réduire la malnutrition.

Contexte

Bien que la Tunisie ait fait des progrès considérables dans la lutte contre la malnutrition, la sécurité alimentaire reste une préoccupation et les défis qui restent à relever comprennent le triple fardeau de la sous-nutrition et des carences en micronutriments combinées au surpoids et à l'obésité^{1,2,3,4}. Outre le statut socioéconomique, des facteurs interdépendants tels que la faible diversité de l'alimentation et la sédentarité ainsi qu'une alimentation centrée sur les aliments à base de blé, pauvres en nutriments

et énergétiques, expliquent la prévalence du retard de croissance, de l'obésité et du surpoids. L'accès aux aliments nutritifs est entravé par des obstacles économiques tels que le faible pouvoir d'achat et les confinements prolongés dus à la pandémie de la COVID-19 qui ont eu de graves répercussions sur l'économie et les moyens de subsistance des Tunisiens. De plus, des études montrent que la Tunisie figure parmi les dix premiers pays pour les impacts du changement climatique en termes de population touchée et de pertes de produit intérieur brut. Le gouvernement tunisien reconnaît la nécessité d'améliorer l'analyse de la situation nutritionnelle pour les zones du pays et les groupes de population les plus vulnérables afin d'aider à informer et à renforcer les politiques publiques et à coordonner des actions entre les systèmes d'alimentation, de protection sociale, de santé et d'éducation, qui reposent sur une bonne compréhension du contexte local, de ses opportunités et de ses goulots d'étranglement, et sur une synthèse des données mondiales et locales.

¹ Transition épidémiologique et transition alimentaire et nutritionnelle en Tunisie. Ben Romdhane H et al. L'approche causale appliquée à la surveillance alimentaire et nutritionnelle en Tunisie. (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches ; n. 41. 2002. p. 7-27.

² INN. 2002. Anémie en Tunisie : Causes et mesures d'interventions. Institut National de Nutrition, Direction des Soins de Santé de Base, Tunis, Fond des Nations Unies pour l'Enfance. New-York. 154.

³ Institut national de la santé et Organisation mondiale de la santé (OMS) : Tunisian Health Examination Survey. 2016.

⁴ Development initiatives (2020).

Méthodologie

FNG est un processus analytique composé d'une revue de la littérature secondaire combinée à l'optimisation linéaire avec le logiciel Cost of the Diet (CotD) qui permet de comprendre les facteurs locaux qui affectent la disponibilité, le coût et l'accessibilité d'une alimentation nutritive. À l'aide de ce logiciel, le FNG calcule le coût de l'alimentation la moins coûteuse qui répond aux besoins nutritionnels en utilisant des aliments locaux pour chacun des gouvernorats de la Tunisie ; estime l'accessibilité de cette alimentation pour la population ; et modélise l'impact des interventions menées à travers les différents secteurs. Cette analyse fournit des informations essentielles sur la façon dont les différents secteurs concernés peuvent contribuer de manière efficiente à la lutte contre la malnutrition et améliorer par la même l'accès à une alimentation nutritive.

L'analyse FNG en huit messages

1. Pour un ménage type, le coût mensuel d'une alimentation nutritive varie de 133 à 239 TND, et est environ 4,5 fois plus élevée qu'une alimentation énergétique. Le régime énergétique coûte entre 38 et 41 TND par mois et présente beaucoup moins de variation de coût à l'échelle nationale. Cela est principalement dû aux aliments subventionnés, tels que la semoule, le pain et l'huile. Une alimentation nutritive coûte entre 133 et jusqu'à 239 TND par ménage et par mois dans les gouvernorats de Zaghuan et Kairouan.
2. Plus d'un tiers des ménages ne peut pas accéder à une alimentation nutritive dans les gouvernorats du centre-ouest et nord-ouest, affectant fortement la diversité alimentaire. Environ 6 pour cent des ménages ne pourraient pas accéder à une alimentation nutritive en moyenne avec une grande variation entre les gouvernorats.
3. Dans le gouvernorat de Siliana, un quart des ménages n'auraient pas accès à une alimentation nutritive. Le Programme National d'Aide aux Familles Nécessiteuses (PNAFN) a le potentiel de contribuer à couvrir une partie du coût de l'alimentation nutritive mais est insuffisant pour les ménages les plus pauvres. En l'absence du transfert monétaire, les ménages dans les percentiles de dépenses alimentaires le plus bas (1-10e percentile) ne pourraient couvrir que 31 pour cent du coût d'une alimentation nutritive contre 57 pour cent pour le 11-20e percentiles et 79 pour cent pour le 21-30e percentiles.
4. De plus, en l'absence du transfert monétaire et de la subvention du pain, les ménages les plus pauvres ne pourraient pas couvrir la moitié du coût d'une alimentation nutritive. Les ménages dans les vingt

premiers percentiles de dépenses alimentaires les plus pauvres ne pourraient, en moyenne, que couvrir 28 et 52 pour cent du coût de l'alimentation nutritive, respectivement. Les ménages dans le troisième décile (21-30e percentile) ne pourraient, en moyenne, couvrir que 73 pour cent du coût de l'alimentation nutritive.

5. La fortification des aliments de base pourrait accroître l'accès aux micronutriments et contribuer à réduire les carences en micronutriments. Les modélisations révèlent que le coût d'une alimentation nutritive pourrait baisser de 9 à 11 pour cent en moyenne avec la fortification de la farine de blé pour le pain. La fortification pourrait particulièrement contribuer à couvrir les besoins plus élevés des femmes allaitantes et des jeunes filles adolescentes, avec une réduction de 12 et 15 respectivement pour ces groupes.
6. Les repas scolaires offrent une opportunité de contribuer à couvrir des besoins nutritionnels des jeunes écoliers et des adolescents. L'inclusion d'aliments enrichis et l'apprentissage de la diversité alimentaire peuvent avoir des effets nutritionnels bénéfiques à court et long termes. Les repas chauds pourraient réduire le coût de de l'alimentation de 33 pour cent pour les enfants en âge scolaire et 13 et 16 pour cent pour la fille et le garçon adolescent. Les menus modélisés fournissent en moyenne 34 pour cent des besoins en énergie des enfants et leurs apports totaux en micronutriments sur cinq jours mais ne couvrent qu'une partie des besoins des adolescents (20 pour cent de l'énergie en moyenne et entre 9 et 61 pour cent pour les autres nutriments). De plus, la modélisation de la contribution de collations sur le coût de l'alimentation révèle que la réduction la plus importante est obtenue avec le sandwich aux sardines et harissa (30%) mais est plus basse qu'avec les repas complets. La fortification du pain pourrait avoir un impact important sur le coût de l'alimentation nutritive pour les adolescents (entre 15 et 17 pour cent).
7. La sensibilisation pour la promotion de la diversification alimentaire devrait être renforcée et alignée à travers l'ensemble des secteurs de manière à favoriser des choix alimentaires plus nutritifs. La stratégie nationale de prévention et de lutte contre l'obésité (SNPLO), élaborée entre 2010/11, et la stratégie multisectorielle de prévention et de lutte contre les maladies non transmissibles (MNT) (2018-2025) regroupent différents axes dont la promotion de la production des aliments favorables à la santé, d'une alimentation saine et l'amélioration des pratiques alimentaires, ainsi qu'une mise place d'un plan d'information, d'éducation et de communication pour prévenir et lutter contre l'obésité et contre

les MNT. Il est crucial de repenser les campagnes de sensibilisation par le biais du ministère de la santé, en formant et en renforçant le rôle des professionnels de santé en matière d'éducation alimentaire et nutritionnelle et en organisant régulièrement des campagnes d'information destinées au plus grand nombre.

8. Une convergence d'interventions multisectorielles engageant les intervenants des systèmes alimentaires, de protection sociale et de santé peut améliorer l'accès à une alimentation nutritive. Les résultats présentés dans les messages précédents mettent en exergue la contribution potentielle d'interventions sectorielles à l'amélioration de l'accès à des alimentations plus nutritives en Tunisie. Cependant, aucun secteur ne peut combler les besoins de la population à lui seul. Ainsi, une combinaison d'interventions multisectorielles présente un potentiel fort pour combler les déficits en nutriments et améliorer l'accès à une alimentation nutritive. Le coût mensuel d'une alimentation nutritive pourrait être réduit de 239 TND à 203 TND (15 pour cent) si toutes les interventions ci-dessus étaient combinées pour un ménage, ce qui réduirait la non-abordabilité de 24 pour cent à 16 pour cent des ménages.

Principales recommandations

Des recommandations ont été formulées par les différents secteurs lors d'un processus de dialogue multi-sectoriel.

Recommandations générales

- Le développement et la mise en œuvre d'une stratégie nationale de nutrition.
- La création d'un comité national multisectoriel de Nutrition pour discuter et décider des choix politiques.
- Le renforcement des capacités des membres du comité intersectoriel.

Alimentation scolaire et santé : les recommandations se sont portées sur le renforcement et l'élargissement du programme de cantine scolaire ainsi que l'éducation nutritionnelle.

- La création d'un comité de gestion de l'alimentation scolaire et le développement d'un cadre réglementaire pour favoriser l'accès des petits producteurs aux marchés des cantines scolaires.
- Une généralisation du programme à tous les enfants des écoles primaires et une révision du guide des repas scolaires et du cadre réglementaire pour intégrer les adolescents dans le programme de cantine scolaire.
- Une révision des curricula scolaires pour intégrer l'éducation nutritionnelle- au-delà du programme

de cantine scolaire- notamment avec une stratégie de communication pour changement de comportement chez les écoliers (CCC).

- Une révision du budget alloué à l'alimentation scolaire.

Fortification : les recommandations se sont portées sur la fortification de la farine de blé et le renforcement des capacités et la dynamisation des acteurs inclus dans la fortification.

- L'établissement d'une structure dédiée au niveau du ministère de la santé ainsi que la promulgation d'un cadre légal pour la fortification du blé.
- Une dynamisation du rôle du secteur privé via la création de startups pour la production de prémixes (création de l'emploi, meilleur accès).
- Un renforcement des capacités des acteurs clés, notamment avec des formations pour les minotiers et boulangers et un plaidoyer auprès des bailleurs de fond pour l'appui de financement pour le renforcement de ces capacités.
- Stimuler la demande via un maintien du prix à la consommation du pain subventionné (baguette, gros pain) et une stratégie de communication pour mobiliser toutes les parties prenantes autour de la thématique de la fortification.

Supplémentation : les recommandations se sont portées sur le renforcement du cadre réglementaire et la communication sur l'importance de la supplémentation.

- L'établissement d'une structure pour la supplémentation au niveau du ministère de la santé.
- Une mise en œuvre de la stratégie de supplémentation en fer et en acide folique.
- Un renforcement de la communication sur l'importance de la supplémentation notamment pour les femmes enceintes et allaitantes ainsi que l'élaboration d'outils de communication pour la sensibilisation à plus grande échelle (radios, spots, flyers...).
- L'élaboration d'une stratégie de mobilisation des ressources auprès des bailleurs de fond pour appuyer le financement de suppléments gratuits pour les femmes nécessiteuses.

Protection sociale : les recommandations se sont portées sur le ciblage des aides sociales, la consommation des produits gras et sucrés et la promotion de la diversification alimentaire.

- Une révision des politiques d'aides sociales actuelles et de la stratégie de ciblage. Notamment un élargissement des bénéficiaires des différents programmes sociaux, une modulation du montant des allocations en fonction de la composition et la situation du ménage, et une révision du montant

des allocations pour prendre en compte tous les besoins nutritionnels des membres du ménage.

- Limiter la consommation des produits gras et sucrés. Notamment via l'amélioration de la communication sur ces produits (réglementation, impact, coût etc.) et une taxation des produits sucrés.
- Une promotion de la diversification alimentaire via la communication, l'éducation et les allocations sociales. Une promotion de la consommation de produits frais, sains et nutritifs, un accompagnement des populations bénéficiaires du PNAFN/Amen Social par la CCC et la mise en place pour les femmes enceintes et allaitantes d'une allocation basée sur le coût d'une alimentation nutritive pendant les 9 mois de grossesse et 6 premiers mois d'allaitement exclusif.

Agriculture : les recommandations se sont portées sur le cadre réglementaire et légal, un renforcement des capacités, des chaînes de valeurs et des infrastructures pour améliorer la qualité et la valeur nutritionnelle de la production agricole.

- La promulgation d'un cadre légal pour la mise en œuvre d'une stratégie de développement agricole sensible à la nutrition qui prend en compte les plus vulnérables (femmes, jeunes et petits agriculteurs) dans la production agricole sensible à la nutrition.

- Un renforcement des capacités des acteurs agricoles clés sur la nutrition et l'agriculture sensible à la nutrition. Notamment les parties prenantes et les agriculteurs (e.g. garantir la qualité des produits agricoles, traçabilité des produits agricoles, agriculture intelligente face au climat, agriculture de précision).
- Un accroissement des investissements dans les chaînes de valeurs clés pour l'amélioration de la nutrition notamment le développement de la pêche artisanale dans les zones côtières, l'augmentation des technologies et des capacités pour améliorer la production des produits maraichers dans les zones à dominance agricole, et le renforcement du contrôle de la qualité des produits agricoles (d'origine animale, végétale et de la pêche).
- Un renforcement des infrastructures afin d'améliorer la disponibilité et l'accès aux aliments nutritifs, sains et diversifiés (distribution et d'accès de/à l'eau propre, des chaînes d'approvisionnement alimentaires etc.).



WFP Tunisia

35 Rue du l'Île d'Islande
Les Berges du Lac2. 1053. Tunis. Tunisia
Email : latifa.beltaifa@wfp.org et hazar.belli@wfp.org

Crédit photo

Photo de couverture : AICS/Martina Palazzo
Photo page 6: AICS/Martina Palazzo

Division de la Nutrition

Programme Alimentaire Mondial
Via Cesare Giulio Viola, 68/70
00148 Rome, Italie – T +39 06 65131
wfp.org